



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/alc/37

**Arrêté du 17 novembre 2023
portant mise en demeure à la société DS SMITH Packaging Nord-Est de Kunheim
de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à KUNHEIM**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

Vu l'Arrêté préfectoral n° 2007-149-17 du 8 janvier 2020 portant prescriptions complémentaires à la société DS SMITH Packaging Nord-Est pour l'exploitation de ses installations sises à Kunheim ;

Vu l'Arrêté ministériel du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'Arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'Arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'Arrêté ministériel du 05 décembre 2006 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 1532) ;

Vu le rapport du 29 septembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 5.4, 4ème alinéa de l'arrêté ministériel du 2/12/2021 précise « *Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de*

branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.

Il est tenu à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.» ;

Considérant que les plans datés du 11 avril 2013 remis par l'exploitant sont incomplets ;

Considérant que l'article 7.4 de l'arrêté Préfectoral du 08/01/2020 indique : « *Le volume rejeté dans le Rhin est contrôlé tous les jours.*

La DCO est contrôlée toutes les semaines.

Les autres mesures sont faites tous les trimestres.

L'industriel communique les résultats via le système informatique GIDAF. » ;

Considérant que pour les années 2021 à 2023, le rapport trimestriel du 1^{er} trimestre 2023 est manquant et qu'en outre les rapports d'analyses présentés sont incomplets ;

Considérant que l'article 18 de l'arrêté ministériel du 2/02/98 dispose : « [...] *les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.* » ;

Considérant que les registres existants, mentionnant les résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, ne sont pas renseignés régulièrement ni de manière exhaustive ce qui ne permet pas de répondre à la prescription de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 2/02/98 susvisé ;

Considérant les manquements constatés sur l'enregistrement des principaux paramètres permettant de s'assurer du fonctionnement correct des installations de traitement, que les enregistrements manuels n'ont pas permis de tracer le fonctionnement de la STEP lors de l'incident de déversement de soude du 3 janvier 2023, qu'en conséquent il est nécessaire que les principaux paramètres (mesures de pH) permettant de s'assurer de la bonne marche de la STEP (installation de traitement) soient réalisés en continu et asservi à une alarme ;

Considérant que l'article 19 de l'arrêté ministériel du 2/02/98 précise : « [...] *La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.* [...] »

Considérant qu'aucune attestation de formation n'a été présentée pour les périodes de 2020 à 2023 ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 indique : « [...] *Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.* [...] » ;

Considérant que le jour de la visite, l'inspection a constaté que le sol des locaux abritants les installations de traitement des eaux usées ainsi que certains pupitres sont couverts de poussière noire ;

Considérant que l'article 58 II de l'arrêté du 2/2/98 précise : "[...] *les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles.* [...]";

Considérant qu'au vu du rapport de l'IRH concernant le diagnostic des dispositifs

d'autosurveillance du 19 au 20 décembre 2022, les méthodes de mesures (prélèvement et analyse) utilisées ne permettent pas de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles ;

Considérant que l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 05/12/2016 susvisé indique : "*[...] L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :*

a) Pour toutes les installations :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés" ;

Considérant que lors de la visite d'inspection, aucun moyen d'extinction n'était présent au niveau du stockage de palettes ; que les réponses apportées par l'exploitant par courrier électronique du 2 août 2023 ne permettent pas de s'assurer du respect de l'ensemble de la prescription susmentionnée (accessibilité, visibilité, suffisance des moyens par rapport au volume/surface) ;

Considérant que l'article 2.4.6 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 précise : "*L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] ainsi que des éventuelles installations électriques [...]"*

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation effective des opérations de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (installation d'extinction automatique à eau notamment : écarts présents depuis 2018) et des installations électriques ;

Considérant que l'article R 512-69 du code de l'environnement indique : "*L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.*

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'exploitant n'a pas déclaré l'incident du 3 janvier 2023 qui concernait le rejet accidentel de 5 m3 de soude dans le bassin de la STEP et qu'en outre aucun rapport d'accident conforme à l'article R 512-69 n'a été transmis à l'inspection des installations classées ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y*

satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté, afin qu'il soit entendu,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société DS SMITH Packaging Nord Est désigné « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 11 route industrielle 68320 KUNHEIM est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : Plan des réseaux de collecte

Dans un délai d'1 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5.4, 4^{ème} alinéa de l'Arrêté Ministériel du 02/12/2021 susvisé :

« Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.

Il est tenu à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 3 : Contrôle des rejets

Dans un délai d'1 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.4 de l'arrêté Préfectoral du 08/01/2020 susvisé :

« Le volume rejeté dans le Rhin est contrôlé tous les jours.

La DCO est contrôlée toutes les semaines.

Les autres mesures sont faites tous les trimestres.

L'industriel communique les résultats via le système informatique GIDAF. »

Article 4 : Installations de traitement

Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé :

« [...] les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés [...] en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 5 : Conduite de l'installation

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé :

« [...] La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.[...] »

Article 6 : Propreté de l'installation

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé :

« [...] Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à

éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]"

Article 7 : Surveillance des émissions

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58 II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé :

« [...] les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles.[...] »

Article 8 : Protection incendie du stockage de bois

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.2. de l'arrêté ministériel du 5/12/2016 susvisé :

« [...] L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

a) Pour toutes les installations :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés » ;

Article 9 : Vérifications périodiques

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.4.6. de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 susvisé :

« L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] ainsi que des éventuelles installations électriques [...] »

Article 10 : Déclaration d'incident

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article R512-69 du code de l'environnement :

« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »

Article 11 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 12 :

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 13:

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 17 novembre 2023

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT